

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 25 septembre 2013

Objet n° 64 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; Mme Cécile Jodogne, Conseiller communal; MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mohamed Lahlali, Mmes Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, MM. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mme Derya Alic, Conseillers communaux; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; Mme Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mme Lorraine de Fierlant, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Joëlle van Zuylen, M. Quentin van den Hove, Mme Berrin Saglam, M. Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Conseillers communaux; M. Jacques Bouvier, Secrétaire communal.

ABSENTS: Mmes Mahinur Ozdemir, Catherine Moureaux, Sophie Querton, Barbara Trachte, Conseillers communaux.

#Objet : Règlement de police relatif à la prostitution en vitrine - Motification de la motivation du règlement de police #

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117, 119, 119bis, 133 et 135, §2 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant que dans le quartier de la rue d'Aerschot et ses alentours, la qualité de vie s'est encore détériorée au cours de ces dernières années ;

Que cette détérioration est en grande partie liée au développement et à l'augmentation de la prostitution ;

Que les nombreuses actions mises en place dans le quartier ne suffisent plus à enrayer le phénomène de manière satisfaisante ;

Considérant que les activités de prostitution entrent en conflit avec la fonction d'habitation ;

Qu'elles entrent également en conflit avec les fonctions ou activités scolaires et de jeunesse ;

Que les endroits où l'on se livre à la débauche et/ou à la prostitution sont de nature à compromettre la sécurité, la tranquillité et la salubrité publique ;

Considérant que certaines activités « connexes » à la prostitution (carrousel de voitures, nuisances sonores, bagarres, intimidations et toutes autres formes de criminalité – traite des êtres humains, pratiques de blanchiment, extorsion, trafic d'armes et de drogues,...) entrent également en conflit avec la fonction d'habitation ;

Qu'ainsi, il est notoire que les types d'établissements visés par le présent règlement constituent généralement un débouché pour les filières de traite des êtres humains et qu'il convient de lutter de manière active contre ce phénomène ;

Que toutes ces nuisances sont attestées, notamment, par l'étude « Bruxelles en image (commandée par la Région bruxelloise), par les nombreux rapports de police, par les résultats étonnants des opérations Trash, par le diagnostic communal réalisé à Schaerbeek, par le « Portrait de santé » du quartier Aerschot-Brabant coordonné par l'association Samenlevingsopbouw, par l'étude des nuisances sonores réalisée par l'IBGE, par les constats du dispositif Latitude Nord ;

Que la commune de Schaerbeek souhaite que la qualité de vie et la sécurité s'améliorent dans ce quartier ;

Qu'il est donc nécessaire de prendre des mesures visant à lutter contre toutes les formes de nuisances publiques générées par les activités précitées, ceci devant permettre de mieux garantir le maintien l'ordre public et, ainsi, d'assurer la tranquillité, la sécurité et la salubrité publiques ;

Que, dans cette perspective, les activités des personnes prostituées en vitrines seront par conséquent limitées à certaines zones territoriales, avec un nombre limité d'immeubles et de vitrines ;

Que chacun des propriétaires et/ou exploitants d'un salon de prostitution en vitrine qui aura été autorisé devra être identifié et justifier tant d'un extrait de casier judiciaire de type 2 que d'un certificat de conformité délivré par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune ;

Que les personnes prostituées devront, en outre, être identifiées et, pour les personnes non belges, titulaires d'un permis de travail en règle ;

Que les mesures décidées s'appliqueront également aux carrées dans les conditions ci-après définies ;

Considérant que ces mesures ont également pour but de lutter contre le développement d'activités de prostitution en vitrine dans d'autres quartiers de la commune, ceci afin d'éviter que ceux-ci ne souffrent, à leur tour, d'une diminution de la qualité de vie de leurs habitants ;

DECIDE

d'arrêter le règlement suivant :

Article 1er. Définitions.

Au sens du présent règlement, il convient d'entendre par :

Salon de prostitution en vitrine : Toute construction, immeuble ou partie d'immeuble composé d'un salon dans lequel une ou plusieurs personnes se prostituent et d'une ou de plusieurs vitrines donnant sur la voirie, derrière la ou lesquelles cette ou ces personnes se succèdent jour et nuit.

Carrée : toute construction, immeuble ou partie d'immeuble composé d'une ou plusieurs vitrines derrière la ou lesquelles la personne qui se prostitue est l'exploitante de la carrée.

Vitrine : surface vitrée et transparente derrière laquelle une personne prostituée se trouve. Personne prostituée : personne qui, moyennant rémunération, se livre à des attouchements impudiques avec quiconque.

Exploitant : personne physique en son nom propre ou personne physique représentant la personne morale qui exploite la carrée ou le salon de prostitution en vitrine.

Article 2. Organisation géographique.

Afin d'assurer la moralité et la tranquillité publique, l'exploitation d'un établissement dans lequel une ou plusieurs personnes s'adonnent à la prostitution en vitrine est interdite sur le territoire de la commune de Schaerbeek, à l'exception des carrées et salons de prostitution en vitrine situés aux adresses énumérées ci-dessous.

Les salons de prostitution en vitrine :

Rue d'Aerschot, numéros 12, 30, 36, 40, 42, 44, 46, 50, 52, 64, 70, 72, 74, 76, 78, 82, 98, 100, 102, 114, 116, 118, 122, 124, 126, 128, 130, 132, 134, 136, 138, 140, 142, 144, 152, 154, 156, 158, 164, 168, 170, 172, 180, 184, 190, 192, 194, 196, 198, 200, 202, 204, 206, 210, 212, 214, 218.

Les carrées :

- Rue des Plantes, numéros 104, 106, 108, 110, 112, 113, 114, 115, 117, 119, 121, 122, 139.
- Rue Linné, numéros 103, 105, 107, 109, 111, 113, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 124, 126, 128, 130, 132, 134, 136, 138.

Article 3. Exploitation

§1. Il ne peut y avoir qu'un seul exploitant par adresse.

§2. La carrée ne peut être occupée que par une seule personne. La personne prostituée doit être l'exploitante de la carrée. Elle ne peut en aucun cas laisser sa place à une autre personne.

Article 4. Certificat de conformité

§1. Il est interdit, dans les immeubles aux adresses reprises à l'article 2 du présent règlement, d'exploiter, de faire exploiter, de créer ou de maintenir un salon de prostitution en vitrine ou une carrée sans être en possession d'un certificat de conformité, ou en infraction aux conditions du certificat de conformité et/ou en contradiction aux clauses de ce règlement. Les fonctionnaires de police sont chargés de faire respecter cette interdiction.

§2. Le certificat de conformité est un certificat délivré par le Collège des Bourgmestre et Echevins qui doit uniquement constater l'appropriation d'une construction, d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble et l'aménagement de celui-ci pour l'usage escompté, c'est-à-dire la prostitution en vitrine, en considération des conditions posées et des attestations appropriées, ainsi qu'assurer que l'activité en question n'est pas en infraction avec la loi belge. Ce certificat ne représente en aucun cas une autorisation ou une forme de consentement quelconque par rapport à l'activité exercée dans les lieux en question.

§ 3. La demande d'obtention d'un certificat de conformité pour l'exploitation d'un salon de prostitution en vitrine ou d'une carrée doit être introduite par l'exploitant auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins à l'aide d'un formulaire réglementaire, dont modèle en annexe, et ce, par un envoi recommandé à la poste.

§ 4. Le certificat de conformité est valable pour cinq ans. Pour tout renouvellement, une nouvelle demande doit être systématiquement introduite par le titulaire du certificat.

§ 5. Le Collège des Bourgmestre et Echevins détermine la procédure à suivre pour introduire la demande et les annexes, pour le suivi du dossier et l'examen des pièces, ainsi que pour la délivrance ou le refus du certificat de conformité.

La demande doit mentionner, sous peine d'irrecevabilité, les informations suivantes :

1. La copie de la carte d'identité de l'exploitant du salon de prostitution en vitrine ou de la carrée, ainsi qu'un numéro de téléphone valide.
2. L'extrait de casier judiciaire de type 2 de l'exploitant.
3. La copie du permis de travail de l'exploitant non belge.
4. La copie de la carte d'identité du ou des propriétaire(s) de l'immeuble destiné, au moins en partie, à la prostitution en vitrine et, s'il s'agit d'une personne morale, l'identité de la personne qui représente valablement cette personne morale.
5. Si le propriétaire et/ou l'exploitant est une personne morale, la preuve de l'inscription au registre du commerce et des sociétés et un extrait de l'acte constitutif de la société au Moniteur belge.
6. S'il est assujéti, le numéro de TVA de l'exploitant.
7. Si l'exploitant est une personne morale, la preuve de l'inscription au registre du commerce et des sociétés, un extrait de l'acte constitutif de la société au Moniteur belge, l'extrait complet du guichet d'entreprise et la liste des associés actifs et non actifs.
8. Si l'exploitant est le locataire du salon de prostitution, il doit apporter la preuve que son

- propriétaire a été avisé au préalable de sa demande et fournir une copie du contrat de bail.
9. En cas de reprise d'un lieu de prostitution existant, le nouvel exploitant doit apporter la preuve que l'ancien exploitant abandonne l'exploitation en question et préciser la date effective de la reprise de l'exploitation.
 10. Un extrait de la matrice cadastrale de l'immeuble en cause.
 11. Une copie du permis d'urbanisme.
 12. L'attestation légale RC objective incendie si le salon ou la carrée fait plus de 50m² au sol, sinon, l'attestation d'assurance incendie normale.
 13. L'attestation d'assurance RC exploitation.
 14. Si l'exploitant engage du personnel, l'assurance accidents de travail.
 15. La copie du panneau affichant le jour de fermeture.
 16. L'attestation de contrôle électrique.
 17. L'attestation de contrôle des extincteurs.

Une demande incomplète est considérée comme irrecevable. Le titulaire de la demande en est informé par courrier. Si, dans les 60 jours qui suivent cette notification, la demande n'est pas valablement complétée, la demande est retirée de plein droit et ce, sans notification.

§ 6. L'exploitant :

- a. Doit être en possession d'un extrait du casier judiciaire de type 2 vierge
- b. Doit avoir 18 ans accomplis
- c. Ne peut avoir été titulaire, dans les cinq dernières années, d'un certificat de conformité qui ait fait l'objet d'un retrait, comme prévu dans l'article 5§1 de ce règlement.

§ 7. Conditions requises en vue d'obtenir un certificat de conformité :

1. L'exploitant d'un salon de prostitution loue directement, sans intermédiaire et au prix convenu dans le contrat de bail, aux personnes prostituées. Dans les carrées, s'il n'est pas propriétaire de l'immeuble, l'exploitant loue directement sa carrée au propriétaire et ne peut en aucun cas se faire remplacer par une tierce personne.
2. L'exploitant ne peut louer une même chambre à plusieurs personnes prostituées durant la même plage horaire.
3. L'exploitant est tenu d'informer les services de police de l'identité de toutes les personnes exerçant une activité rémunérée au sein de son établissement, et ce avant l'entrée en fonction de ces personnes dans son établissement.
4. L'exploitant doit s'assurer que l'on ne trouve, dans son établissement, aucune personne mineure ni aucune personne exerçant une activité rémunérée qui ne soit pas en possession d'une carte de résident valable et d'un permis de travail.
5. L'immeuble respecte les normes de sécurité, d'hygiène et de confort prévues dans le règlement d'urbanisme sur les lieux de prostitution en vitrine et est en conformité avec les règles en vigueur concernant la sécurité incendie.
6. Aucune infraction urbanistique n'est constatée à la partie d'immeuble destinée au salon de prostitution ou à la carrée.

§ 8. Ce certificat de conformité est applicable sans préjudice des règles générales de bonnes pratiques de commerce liées à d'éventuelles consommations de boissons et/ou de denrées alimentaires.

§ 9. Le certificat de conformité est attribué personnellement à l'exploitant et ne peut en aucun cas être cédé. Un exploitant qui veut reprendre les activités suite à la cessation d'activité d'un autre exploitant doit introduire une nouvelle demande de certificat de conformité auprès de la commune.

§ 10. Les immeubles dont tout ou partie des surfaces habitables sont destinées à l'exploitation d'un salon de prostitution en vitrine ou d'une carrée doivent être conformes au règlement d'urbanisme communal relatif aux lieux de prostitution en vitrine.

Dans l'hypothèse où le règlement d'urbanisme communal relatif aux lieux de prostitution ne serait pas en vigueur au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement, les obligations découlant du présent paragraphe seront considérées comme suspendues jusqu'au moment de l'entrée en vigueur du règlement d'urbanisme communal susvisé.

§ 11. Pendant tout le temps que le salon de prostitution en vitrine ou la carrée est en activité, les fonctionnaires de police peuvent visiter, sans assistance, toutes les parties de l'établissement, y compris les dépendances, que ces locaux aient été ou n'aient pas été déclarés affectés au salon de prostitution en vitrine ou à la carrée. Au cours de ces visites, les fonctionnaires de police peuvent se faire communiquer, sans déplacement, le permis d'urbanisme, la liste des personnes exerçant une activité rémunérée au sein de l'établissement ainsi que le certificat de conformité et tous les documents exigés dans celui-ci. Ces visites font systématiquement l'objet d'un rapport de police.

Article 5. Sanctions

§ 1. Sans préjudice des dispositions de l'article 119 bis de la Nouvelle Loi communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut suspendre, retirer ou refuser un certificat de conformité si :

1. Le certificat de conformité a été délivré sur base de données erronées ou incomplètes.
2. Le titulaire du certificat de conformité ne remplit ou ne respecte pas ou plus une des conditions du certificat.
3. L'exploitant ne garantit pas un état de propreté adéquat.
4. L'exploitant ne respecte pas les conditions de visite prévues à l'article 4§11.
5. L'exploitant n'a pas introduit de demande de certificat de conformité dans le délai prévu à l'article 8 ou,

en cas de reprise d'un lieu de prostitution existant, dans les trois mois après la date effective de reprise de l'exploitation.

6. L'exploitant n'a pas obtenu son certificat de conformité dans l'année qui a suivi l'introduction de sa demande.

§ 2. Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut, pour l'une des raisons ci-dessus, et si l'exploitant n'est pas en possession d'un certificat de conformité valide, procéder à une fermeture administrative, conformément à l'article 119 bis de la Nouvelle Loi communale.

§ 3. Les modalités des sanctions administratives visées à l'article 119 bis de la Nouvelle Loi communale s'appliquent à ce règlement. Si les rapports de visite font apparaître des manquements à l'article 4§7 et suivants, la sanction minimale encourue est de 200 euros. En cas de cumul de plusieurs manquements et/ou de récidive, le rapport est automatiquement transmis au collège des Bourgmestre et Echevins en vue d'une suspension temporaire ou d'un retrait définitif du certificat de conformité.

§ 4. En cas d'infraction à l'article 4§7.4, même sans cumul ou récidive, le rapport est automatiquement transmis au collège des Bourgmestre et Echevins pour retrait définitif du certificat de conformité.

Article 6. De la domiciliation

Il est strictement interdit à toute personne d'élire domicile dans un salon de prostitution ou une carrée.

Article 7. Délais

A dater de la réception du dossier complet et définitif, le Collège des Bourgmestre et Echevins dispose de 120 jours pour délivrer ou refuser le certificat de conformité.

Article 8. Entrée en vigueur.

Le présent règlement entre en vigueur le 1er septembre 2011.

Les exploitants d'immeubles existants utilisés pour le salon de prostitution en vitrine ou la carrée, doivent, dans les trois mois après l'entrée en vigueur de ce règlement, introduire une demande auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins afin d'obtenir un certificat de conformité, et obtenir ce certificat dans l'année suivant l'entrée en vigueur du présent règlement. Dans le cas contraire, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut procéder à une fermeture administrative du salon de prostitution, comme convenu dans l'article 5§2.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 25 septembre 2013.

Par le Conseil:

Jacques Bouvier
Secrétaire communal

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 25 september 2013

Voorwerp nr 64 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; Mevr. Cécile Jodogne, Gemeenteraadslid; HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mohamed Lahlali, Mevr. Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, HH. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Gemeenteraadsliden; H. Frederic Nimal, Schepen wnd.; Mevr. Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beauafort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle van Zuylen, H. Quentin van den Hove, Mevr. Berrin Saglam, H. Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Gemeenteraadsliden; H. Jacques Bouvier, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Mahinur Ozdemir, Catherine Moureaux, Sophie Querton, Barbara Trachte, Gemeenteraadsliden.

#Objet : Politieverordening betreffende de raamprostitutie - Verandering van de motivatie van de politieverordening #

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikelen 117, 119, 119bis, 133 en 135, §2 van de Nieuwe Gemeentewet; Overwegende dat de levenskwaliteit in de wijk van de Aarschotstraat en omgeving de laatste jaren nog is verslechterd; Dat die achteruitgang voor een groot deel te maken heeft met een uitbreiding en toename van de prostitutie;

Dat de talrijke acties die in de wijk zijn ondernomen niet volstaan om het fenomeen op afdoende wijze een halt toe te roepen;

Overwegende dat de prostitutieactiviteiten botsen met de woonfunctie;

Dat zij ook botsen met de school- en jongerenfuncties en -activiteiten;

Dat de plaatsen waar aan ontucht en/of prostitutie wordt gedaan van die aard zijn dat zij de openbare veiligheid, rust en gezondheid in het gedrang brengen;

Overwegende dat bepaalde, met prostitutie "samenhangende" activiteiten (verkeerscarrousel, lawaaihinder, vechtpartijen, intimidatie en alle andere vormen van criminaliteit - mensenhandel, witwaspraktijken, afpersing, wapen- en drughandel, ...) evenmin stroken met de woonfunctie;

Dat immers algemeen bekend is dat de soorten ondernemingen die in deze verordening worden bedoeld meestal een afzetkanaal vormen voor circuits van mensenhandel en dat dit fenomeen op actieve wijze dient te worden bestreden;

Dat al die overlast worden bevestigd, meer bepaald door de studie "Brussel in beeld" (besteld door het Brusselse Gewest), door talrijke politierapporten, door de verrassende resultaten van de operaties Trash, door de gemeentelijke diagnose die in Schaarbeek is gesteld, door het "Gezondheidsportret" van de wijk Aarschot-Brabant dat gecoördineerd is door de vereniging Samenlevingsopbouw, door het onderzoek naar lawaaihinder uitgevoerd door het BIM, door de vaststellingen van de dienst Latitude Nord;

Dat de gemeente Schaarbeek de levenskwaliteit en de veiligheid in deze wijk wenst te verbeteren;

Dat daarom maatregelen moeten worden genomen tegen alle vormen van openbare overlast als gevolg van bovenvermelde activiteiten, wat moet toelaten de handhaving van de openbare orde beter te waarborgen en zo de openbare rust, veiligheid en gezondheid te verzekeren.

Dat in het licht hiervan de activiteiten van raamprostitutie zullen worden beperkt tot bepaalde zones van het grondgebied, met een beperkt aantal panden en vitrines;

Dat elke eigenaar en/of uitbater met vergunning voor een salon voor raamprostitutie moet worden geïdentificeerd en zowel een uittreksel uit het strafregister model 2 als een conformiteitsattest van het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente moet voorleggen;

Dat bovendien de personen die zich prostitueren moeten worden geïdentificeerd, en dat buitenlandse personen een geldige arbeidsvergunning moeten hebben;

Dat de vastgelegde maatregelen ook zullen gelden voor peeskamers volgens de hierna beschreven voorwaarden;

Overwegende dat die maatregelen ook tot doel hebben de uitbreiding van raamprostitutie in andere wijken van de gemeente te bestrijden, om te vermijden dat die wijken op hun beurt lijden onder een verslechtering van de levenskwaliteit voor hun bewoners;

BESLUIT:

de volgende verordening te besluiten :

Artikel 1. Definities.

In deze verordening moet worden verstaan onder:

salon voor raamprostitutie: elk gebouw, pand of deel van een pand dat bestaat uit een salon waarin een of meerdere personen zich prostitueren en uit een of meerdere vitrines die uitgeven op de openbare weg, waarachter die personen elkaar dag en nacht opvolgen.

Peeskamer: elk gebouw, pand of deel van een pand dat bestaat uit een of meerdere vitrines waarachter de persoon die zich prostitueert de uitbater is van de peeskamer.

Vitrine: doorzichtig glasoppervlak waarachter zich een persoon bevindt die zich prostitueert.

Persoon die zich prostitueert: persoon die tegen vergoeding onzedelijke betastingen met wie dan ook verricht.

Uitbater: natuurlijke persoon in eigen naam of natuurlijke persoon als vertegenwoordiger van de rechtspersoon die het salon voor raamprostitutie of de peeskamer uitbaat.

Artikel 2. Geografische organisatie.

Om de openbare zedelijkheid en rust te verzekeren is de uitbating van een zaak waarin een of meerdere personen aan raamprostitutie doen verboden op het grondgebied van de gemeente Schaarbeek, met uitzondering van de peeskamers en salons voor raamprostitutie op de hierna opgesomde adressen.

Salons voor raamprostitutie:

· Aarschotstraat nummers 12, 30, 36, 40, 42, 44, 46, 50, 52, 64, 70, 72, 74, 76, 78, 82, 98, 100, 102, 114, 116, 118, 122, 124, 126, 128, 130, 132, 134, 136, 138, 140, 142, 144, 152, 154, 156, 158, 164, 168, 170, 172, 180, 184, 190, 192, 194, 196, 198, 200, 202, 204, 206, 210, 212, 214 en 218.

Peeskamers:

· Plantenstraat nummers 104, 106, 108, 110, 112, 113, 114, 115, 117, 119, 121, 122, 139.

· Linnéstraat nummers 103, 105, 107, 109, 111, 113, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 124, 126, 128, 130, 132, 134, 136, 138.

Artikel 3. Uitbating

§1. Per adres mag er slechts één uitbater zijn.

§2. Een peeskamer mag slechts door een enkele persoon worden betrokken. De persoon die zich prostitueert moet de uitbater van de peeskamer zijn. Die persoon kan zijn plaats in geen geval aan een ander afstaan.

Artikel 4. Conformiteitsattest

§1. Het is verboden om in de panden op de adressen vermeld in artikel 2 van deze verordening een salon voor raamprostitutie of een peeskamer uit te baten, te laten uitbaten, in te richten of te houden zonder in het bezit te zijn van een conformiteitsattest of in strijd met de voorwaarden van het conformiteitsattest en/of in strijd met de bepalingen van deze verordening. Politieambtenaren hebben als taak dit verbod te doen naleven.

§2. Een conformiteitsattest is een door het College van Burgemeester en Schepenen afgeleverd attest dat alleen moet vaststellen dat een gebouw, een pand of deel van een pand en de inrichting ervan geschikt zijn voor het geplande gebruik, namelijk raamprostitutie, met inachtneming van de gestelde voorwaarden en de juiste attesten, en dat moet verzekeren dat de activiteit in kwestie geen inbreuk vormt op de Belgische wet. Dit attest geldt in geen geval als een vergunning of enige vorm van toestemming voor de activiteit die wordt beoefend in de ruimtes in kwestie.

§3. De aanvraag voor een conformiteitsattest voor de uitbating van een salon voor raamprostitutie of een peeskamer moet door de uitbater worden ingediend bij het College van Burgemeester en Schepenen met behulp van een reglementair formulier, waarvan model als bijlage, dat hij per angetekende zending verstuurt.

§4. Het conformiteitsattest is vijf jaar geldig. Voor elke verlenging moet de houder van het attest systematisch een nieuwe aanvraag indienen.

§5. Het College van Burgemeester en Schepenen bepaalt de procedure die moet worden gevolgd voor de indiening van de aanvraag en bijlagen, voor de follow-up van het dossier en het onderzoek van de stukken, alsook voor de afgifte of de weigering van het conformiteitsattest.

De aanvraag moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, volgende gegevens bevatten:

1. een kopie van de identiteitskaart van de uitbater van het salon voor raamprostitutie of de peeskamer en een geldig telefoonnummer;
2. een uittreksel van het strafregister model 2 van de uitbater;
3. een kopie van de arbeidsvergunning voor een buitenlandse uitbater;
4. een kopie van de identiteitskaart van de eigenaar(s) van het pand dat ten minste gedeeltelijke bestemd is voor raamprostitutie en, ingeval dit een rechtspersoon is, de identiteitskaart van de persoon die deze rechtspersoon op geldige wijze vertegenwoordigt;
5. indien de eigenaar en/of uitbater een rechtspersoon is, het bewijs van inschrijving in het handels- en vennootschapsregister en een uittreksel van de oprichtingsakte van de vennootschap gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad;
6. indien hij btw-plichtig is, het btw-nummer van de uitbater;
7. indien de uitbater een rechtspersoon is, het bewijs van inschrijving in het handels- of vennootschapsregister, een uittreksel van de oprichtingsakte van de vennootschap gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad, het volledige uittreksel van het ondernemingsloket en de lijst van actieve en niet-actieve vennoten;
8. indien de uitbater huurder is van het prostitutiesalon, moet hij het bewijs leveren dat de eigenaar

van het pand vooraf van zijn aanvraag op de hoogte is gebracht en een kopie van de huurovereenkomst afgeven;

9. bij overname van een bestaande prostitutieruimte moet de nieuwe uitbater het bewijs leveren dat de vroegere uitbater afziet van de uitbating in kwestie en de effectieve datum van overname meedelen;
10. een uittreksel van de kadastrale legger van het pand in kwestie;
11. een kopie van de stedenbouwkundige vergunning;
12. het wettelijke attest van objectieve BA brand indien het salon of de peeskamer een vloeroppervlakte heeft van meer dan 50 m², anders het bewijs van een normale brandverzekering;
13. het bewijs van een verzekering BA uitbating;
14. indien de uitbater personeel in dienst neemt, de arbeidsongevallenverzekering;
15. een kopie van het bord met de sluitingsdag;
16. het bewijs van elektriciteitskeuring;
17. het bewijs van de controle van de brandblusapparaten.

Een onvolledige aanvraag wordt als onontvankelijk beschouwd. De houder van de aanvraag wordt hierover per post geïnformeerd. Indien de aanvraag binnen 60 dagen na die kennisgeving niet op geldige wijze is ingevuld, wordt ze van rechtswege en zonder kennisgeving ingetrokken.

§ 6. De uitbater:

- a. moet een uittreksel van blanco strafregister type 2 hebben;
- b. moet de volle leeftijd van 18 jaar hebben bereikt;
- c. mag de laatste vijf jaar geen houder zijn geweest van een conformiteitsattest dat is ingetrokken zoals bepaald in artikel 5 §1 van deze verordening.

§ 7. Voorwaarden om een conformiteitsattest te verkrijgen:

1. de uitbater van een prostitutiesalon verhuurt rechtstreeks, zonder tussenpersoon en tegen de prijs die in de huurovereenkomst is overeengekomen, aan personen die zich prostitueren. In het geval van peeskamers huurt de uitbater die geen eigenaar is van het pand zijn peeskamer rechtstreeks van de eigenaar en kan hij zich in geen geval door een derde laten vervangen.
2. De uitbater mag een zelfde kamer niet verhuren aan verschillende personen tijdens hetzelfde tijdsblok.
3. De uitbater moet aan de politiediensten de identiteit meedelen van alle personen die een bezoldigde activiteit uitoefenen in zijn zaak, en dit alvorens die personen in functie treden in zijn zaak.
4. De uitbater moet zich ervan vergewissen dat zich in zijn zaak geen enkele minderjarige bevindt, noch een persoon die een bezoldigde activiteit uitoefent zonder een geldige verblijfs- en arbeidsvergunning.
5. Het pand beantwoordt aan de voorschriften op het vlak van veiligheid, hygiëne en comfort die zijn bepaald in de stedenbouwkundige verordening voor raamprostitutieruimtes en aan de geldende regels inzake brandveiligheid.
6. In het gedeelte van het pand dat bestemd is voor prostitutie of als peeskamer wordt geen enkele stedenbouwkundige inbreuk vastgesteld.

§ 8. Dit conformiteitsattest is van toepassing onverminderd de algemene regels voor goede handelspraktijken verbonden aan eventuele consumpties van drank en/of voedingswaren.

§ 9. Het conformiteitsattest wordt aan de uitbater persoonlijk toegekend en kan in geen geval worden overgedragen. Een uitbater die de activiteiten wil overnemen na de stopzetting van de activiteit door een andere uitbater, moet opnieuw een conformiteitsattest aanvragen bij de gemeente.

§ 10. Panden waarvan de bewoonbare oppervlakte volledig of gedeeltelijk bestemd is voor de uitbating van een salon voor raamprostitutie of een peeskamer, moeten beantwoorden aan de gemeentelijke stedenbouwkundige verordening betreffende raamprostitutieruimtes.

In de hypothese dat het reglement van gemeentestedebouwkunde betreffende de prostitutieplaatsen op het moment van de inwerkingtreding van dit reglement niet in werking zou zijn, zullen de verplichtingen die uit deze paragraaf voortvloeien als opgeschort beschouwd worden tot het moment van de inwerkingtreding van het bovenbedoelde reglement van gemeentestedebouwkunde.

§ 11. Gedurende de ganse tijd dat het salon voor raamprostitutie of de peeskamer in bedrijf is, mogen politiefunctionarissen alle delen van de zaak, met inbegrip van de bijgebouwen, zonder bijstand bezoeken, ongeacht of die lokalen al dan niet zijn aangegeven als bestemd voor salon voor raamprostitutie of peeskamer. Tijdens die bezoeken mogen de politieambtenaren vragen dat hun, zonder verplaatsing, de stedenbouwkundige vergunning en de lijst van personen die in de zaak een bezoldigde activiteit uitoefenen worden voorgelegd, alsook het conformiteitsattest en alle daarin vereiste documenten. Over deze bezoeken wordt systematisch een politierapport opgemaakt.

Artikel 5: Sancties

§ 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 119 bis van de Nieuwe Gemeentewet, kan het College van Burgemeester en Schepenen een conformiteitsattest opschorten, intrekken of weigeren indien:

1. het conformiteitsattest werd afgeleverd op basis van onjuiste of onvolledige gegevens;
2. de houder van het conformiteitsattest een van de voorwaarden voor het attest niet (meer) vervult of niet (meer) naleeft;
3. de uitbater geen behoorlijke netheid waarborgt;
4. de uitbater de bezoekvoorwaarden bepaald in artikel 4§11 niet naleeft;
5. de uitbater heeft de aanvraag voor een conformiteitsattest niet ingediend binnen de termijn voorzien in artikel 8 of, bij overname van een bestaande prostitutieruimte, binnen de drie maanden na de effectieve

datum van overname;

6. de uitbater heeft zijn conformiteitsattest niet verkregen binnen het jaar dat volgt op de indiening van zijn aanvraag.

§ 2. Het College van Burgemeester en Schepenen kan om een van de bovenstaande redenen en indien de uitbater geen geldig conformiteitsattest heeft, overgaan tot een administratieve sluiting in overeenstemming met artikel 119 bis van de Nieuwe Gemeentewet.

§ 3. De modaliteiten voor administratieve sancties bedoeld in artikel 119 bis van de Nieuwe Gemeentewet zijn op deze verordening van toepassing. Indien uit de bezoekerapporten overtredingen blijken op artikel 4§7 en volgende, bedraagt de minimumsanctie 200 euro. In geval van meerdere tekortkomingen tegelijk en/of van recidive wordt het rapport automatisch overgemaakt aan het College van Burgemeester en Schepenen met het oog op een tijdelijke opschorting of een definitieve intrekking van het conformiteitsattest.

§ 4. Bij een inbreuk op artikel 4§7.4, zelfs indien er geen sprake is van verschillende tekortkomingen tegelijk of recidive, wordt het rapport automatisch overgemaakt aan het College van Burgemeester en Schepenen voor een definitieve intrekking van het conformiteitsattest.

Artikel 6. Domiciliëring

Het is eenieder ten strengste verboden woonplaats te kiezen in een prostitutiesalon of een peeskamer.

Artikel 7. Termijnen

Het College van Burgemeester en Schepenen heeft vanaf de ontvangst van het volledige en definitieve dossier 120 dagen tijd om het conformiteitsattest af te leveren of te weigeren.

Artikel 8. Inwerkingtreding

Deze verordening treedt in werking op 1 september 2011.

Uitbaters van bestaande panden die worden gebruikt voor een salon voor raamprostitutie of een peeskamer, moeten binnen drie maanden na de inwerkingtreding van deze verordening bij het College van Burgemeester en Schepenen een aanvraag voor een conformiteitsattest indienen en dat attest verkrijgen binnen een jaar na de inwerkingtreding van deze verordening. Zo niet, dan kan het College van Burgemeester en Schepenen overgaan tot een administratieve sluiting van het prostitutiesalon zoals bepaald in artikel 5§2.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 25 september 2013.

Namens de raad :

Jacques Bouvier
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt
Burgemeester-Voorzitter